

**Israël - Conférence de presse de M.
Emmanuel Macron, président de la
République et de M. Benyamin
Netanyahou, Premier ministre
d'Israël - Propos de M. Macron**
(Paris, 06 juin 2018)

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Mesdames les Ambassadeurs,

Mesdames, Messieurs,

Je suis heureux d'accueillir pour la troisième fois en un an le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, en France. Cette visite est placée sous le signe de l'amitié franco-israélienne et de la profondeur historique de notre relation, avec l'inauguration de la Saison croisée France-Israël en France et la commémoration du 70ème anniversaire de la création de l'Etat d'Israël.

J'aurai l'occasion de m'exprimer sur cette amitié dans quelques instants, cette saison croisée et les perspectives d'avenir entre nos deux pays, lors justement du discours que nous aurons, l'un et l'autre, à prononcer, tout à l'heure, au Grand Palais, pour l'inauguration de cette saison.

Nous avons eu un long entretien avec le Premier ministre Netanyahou et des discussions approfondies sur la situation régionale, les moyens de préserver la stabilité du Moyen-Orient et d'assurer la sécurité d'Israël à laquelle la France demeure fondamentalement attachée.

Vous connaissez la vive préoccupation que suscite dans nos deux pays l'instabilité régionale, y compris la présence militaire de l'Iran dans la région. J'ai redit au Premier ministre ma conviction profonde, partagée par nos partenaires européens, que l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien devait être préservé pour contrôler l'activité nucléaire de la région, mais qu'il n'avait jamais été considéré par la France, en tout cas depuis un peu plus d'un an, comme suffisant et pleinement satisfaisant.

À ce titre, nous avons eu une discussion, qui, je crois, a permis des avancées importantes suite aux échanges que nous avons eus, l'un et l'autre, et aux échanges que j'avais pu avoir dans les semaines précédentes, en particulier avec bien évidemment mes homologues européens, ainsi qu'avec le président Poutine.

Notre souhait est en effet d'avancer pour plus de stabilité dans la région. Je l'ai toujours rappelé et confirmé, pour nous, l'accord de 2015 est une étape, en tout cas un bloc, qui nécessite d'être complété par un accord sur l'activité nucléaire post-2025, un travail sur l'activité balistique de l'Iran et un travail sur la présence militaire régionale de l'Iran.

Sur ce point, la question syrienne est évidemment cruciale et je crois que nous convergeons progressivement, les uns et les autres, vers un travail conjoint sur ce sujet et cette situation. Il est apparu que nous étions d'accord pour enclencher un mécanisme de coordination entre le Small Group mis en place par la France et les pays membres du format d'Astana.

Dans le cadre de ce mécanisme de coopération et de coordination, notre souhait est d'insister pleinement et de trouver la voie de sortie pour s'assurer, premièrement, de la pleine souveraineté de la Syrie de demain, ce qui est un élément extrêmement important pour la sécurité d'Israël et la longue discussion que nous avons eue, je crois, va tout à fait dans ce sens. Deuxièmement, un changement constitutionnel sur lequel la Russie a d'ailleurs pris plusieurs initiatives et, troisièmement, l'organisation d'élections libres auquel l'ensemble des Syriens présents sur le territoire ou hors du territoire pourraient prendre part.

Nous sommes d'accord pour dire qu'un tel processus et un tel mécanisme permettraient d'avancer utilement et d'oeuvrer à une plus grande sécurité et est un des éléments de ce règlement régional plus large que j'évoquais.

J'ai rappelé notre engagement à lutter contre les menaces à la stabilité régionale qui prennent racine en Syrie, en l'absence justement de règlement du conflit sur le plan politique, et il me semble que ce processus, ce mécanisme de coordination et les avancées que nous devons pousser collectivement et conjointement dans les semaines à venir sont de nature à apporter des premières réponses à un tel règlement. C'est le message que j'ai porté au cours de ma visite à Moscou la semaine dernière et c'est ce dont nous avons longuement parlé. C'est également - je crois pouvoir le dire ici - un élément important pour la stabilité d'autres pays voisins, je pense tout particulièrement au Liban.

Nous avons également discuté ensemble de la situation liée au conflit israélo-palestinien et j'ai rappelé la position de la France qui est ici connue et que j'ai constamment rappelée, quelles que soient les décisions prises par les uns ou les autres, notre attachement à une solution juste et durable fondée sur deux Etats, Israël et la Palestine, vivant côte à côte en paix et en sécurité et ayant, l'un et l'autre, Jérusalem comme capitale.

À cet égard, j'ai fait part à Monsieur le Premier ministre de ma vive préoccupation face aux menaces qui pèsent aujourd'hui sur les perspectives de paix et les événements des dernières semaines ont à cet égard alimenté une inquiétude légitime. J'ai rappelé à ce titre la position que j'ai constamment prise, une condamnation de toute forme de violence à l'égard des civils et en particulier ces dernières semaines à Gaza, l'attachement à la sécurité d'Israël et la condamnation de toute forme d'incitation à la violence ou de choix politique porté par certains groupes, je pense en particulier au Hamas. C'est dans cet équilibre que nous nous situerons de manière constante.

Aussi, pour faire oeuvre utile, ai-je dit au Premier ministre Netanyahu le souhait de la France de s'engager davantage encore dans le règlement de la crise humanitaire aiguë. Nous avons commencé des discussions et même un travail important au-delà de ce que la France faisait déjà avec la Jordanie. Nous allons le poursuivre avec d'autres partenaires de la région et je souhaite que nous puissions apporter une contribution utile avec nos partenaires européens et d'autres partenaires de la région. Il me semble que c'est une réponse à la fois humanitaire à la crise aiguë qui se joue aujourd'hui à Gaza et une réponse utile à la sécurité et la stabilité d'Israël.

Nous avons enfin pu échanger sur la relation bilatérale et sur les actions de coopération concrète dans lesquelles s'incarne l'amitié entre nos deux pays, une coordination étroite dans la lutte contre le terrorisme qui constitue une priorité absolue pour nos deux pays. Priorité dans le cadre de laquelle - je veux ici le redire - la coopération entre nos équipes, nos services est exemplaire et dont je veux, Monsieur le Premier Ministre, à nouveau vous remercier. Des échanges économiques dynamiques que nous souhaitons encore renforcer en nous appuyant notamment sur les liens humains qui unissent nos pays. Ces échanges ont encore été illustrés lors du salon Viva Tech, où il y avait de nombreux entrepreneurs, start-up, entreprises déjà à succès et investisseurs israéliens, par les échanges que nous multiplions et par la mobilisation de toute cette communauté pour soutenir cette année des événements que nous allons inaugurer dans quelques instants.

Des relations denses dans le domaine des sciences, de la culture et de l'innovation qui seront mises à l'honneur ces six prochains mois avec la Saison croisée France-Israël - j'aurai l'occasion d'y revenir tout à l'heure - et le souhait de la France de voir la Francophonie davantage se développer en Israël, notamment à travers l'enseignement du français et l'augmentation du nombre d'étudiants israéliens en France.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je souhaitais rappeler à l'issue de cet entretien, avant de vous laisser la parole Monsieur le Premier Ministre, de répondre à vos questions et puis de nous acheminer vers la suite des événements.

Mais permettez-moi, Monsieur le Premier Ministre, de former tous les voeux de succès pour cette saison qui commence, avant d'aller avec vous l'inaugurer dans quelques instants et laissez-moi vous redire tout le plaisir que j'ai à nouveau à vous accueillir à Paris, avant de me rendre chez vous dans les mois qui viennent, car c'est l'engagement que j'ai pris, et vous dire combien la relation historique stratégique est importante pour notre pays. Merci à vous d'être là./.

(Source : Service de presse de la présidence de la république)